



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 13 décembre 2022

Régional

❖ Mobilisation de 8,9 Mds USD par le Fonds africain de développement pour l'enveloppe FAD-16

Le Fonds africain de développement (FAD) a reçu un engagement de 8,9 Mds USD pour son cycle de financement de 2023 à 2025. Appelé FAD-16, le financement cette année a enregistré une augmentation de 14,2% par rapport aux 7,4 Mds USD du FAD-15 (finalisé en 2019). Cette ressource comprend 8,5 Mds USD de financement de base du FAD et 429 MUSD pour le nouveau Guichet d'action climatique. Guichet concessionnel du Groupe de la Banque africaine de développement, le FAD accorde des dons et des prêts à taux préférentiels aux pays à faible revenu du continent. Au cours des cinq dernières années, le FAD a contribué à raccorder 15,5 millions de personnes à l'électricité, permis à 74 millions de personnes d'avoir accès à une agriculture améliorée et à 42 millions de personnes de bénéficier de services d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement et a fait profiter 50 M de personnes de services de transports améliorés, notamment grâce à la construction et la réhabilitation de 8 700 kilomètres de routes.

Burundi

Pas de brève cette semaine

Comores

Pas de brève cette semaine

Erythrée

Pas de brève cette semaine

Ethiopie

Légère baisse de la dette publique extérieure sur l'année fiscale 2021/22

La dette publique totale s'est établie à 57,4 Mds USD à la fin de l'année fiscale 2021/2022, en légère hausse par rapport à la fin de l'année fiscale 20/21 (56,4 Mds USD), et à 57,2 Mds USD en septembre 2022, ce qui représente 50,1 % du PIB. La dette publique extérieure atteignait 27,9 Mds USD à fin 21/22, et 26,9 Mds USD en septembre 2022, soit 23,6 % du PIB, contre 29,5 Mds USD en 20/21. Cette dernière a ainsi diminué de 9 % par rapport à la fin de l'année fiscale 20/21, baisse attribuée principalement à la hausse du dollar qui réduit mécaniquement le poids de la dette libellée dans d'autres devises, qui se sont entre temps affaiblies. Le gouvernement central est responsable de 68,3 % de la dette extérieure, les entreprises publiques sans garantie de l'Etat 21,9 % et les entreprises publiques avec garantie de l'Etat 9,8 %. Un seul prêt a été signé au cours de l'année, en juin 2022 avec l'IDA, pour un

montant de 397 M USD, dont un élément-don de 53,3 %. Les bailleurs multilatéraux détiennent 52 % de la dette publique extérieure, les créanciers bilatéraux non membres du Club de Paris 26 % et les créanciers privés 19 %. Sur l'année fiscale 21/22, 2,1 Mds USD de service de la dette ont été remboursés par le gouvernement et les entreprises publiques.

Approbation d'une subvention de 10 MUSD pour la centrale géothermique de Tule Moye

La Banque africaine de développement a approuvé une subvention remboursable de 10 MUSD pour le soutien d'un programme de forage géothermique en Éthiopie. Issu du Fonds pour l'énergie durable pour l'Afrique (SEFA), cette subvention sera versée au profit du projet Tulu Moye *Geothermal Operations* (TMGO). Détenue par le fonds Meridiam et l'Islandais Reykjavik Geothermal, le projet prévoit le développement et l'exploitation d'une centrale électrique de 50 MW en Éthiopie dans une première phase (100 MW dans une deuxième phase). Une fois achevé, le projet devrait être le premier développement géothermique à grande échelle piloté par le secteur privé en Éthiopie et le premier producteur d'électricité privé en Éthiopie. SEFA est un fonds spécial multibailleurs qui vise à débloquer les investissements du secteur privé qui contribuent à fournir un accès universel à des services énergétiques abordables, fiables, durables et modernes pour tous les Africains.

Nouvelles précisions autour du projet de méga-hub aérien d'Ethiopian Airlines

Le groupe *Ethiopian Airlines* a annoncé avoir lancé les préparatifs pour le chantier de nouvel aéroport international de Bishoftu, à une heure au sud de la capitale Addis Abeba. Evoquant un « mega-projet de cité aéroportuaire », le CEO du groupe M. Mesfin Tasew a indiqué qu'un budget de 5 Mds USD était estimé pour cette infrastructure qui devra remplacer à terme l'aéroport existant de Bolé. A construire dans un délai de cinq ans, le projet devrait se dérouler en deux phases et s'appuie sur une étude de master plan réalisée par la société Aéroports de Paris. Un appel d'offres va être lancé pour le design détaillée de l'aéroport et la construction débuterait dès l'année fiscale en cours (qui arrive à terme en juillet 2023), selon Mesfin Tasew.

Djibouti

Accord-cadre pour le développement d'un projet d'énergie renouvelable de 10 GW

CWP Global, entreprise australienne, a annoncé la signature d'un accord-cadre avec le gouvernement djiboutien visant à développer un projet d'énergies renouvelables et d'hydrogène vert de 10 GW début décembre. Le projet devrait contribuer à un approvisionnement énergétique diversifié, ainsi qu'encourager l'exportation d'hydrogène vert. En phase avec l'ambition des autorités djiboutiennes qui veulent produire de l'électricité à 100% à partir de sources renouvelables d'ici à 2030, *CWP* prévoit d'injecter une partie de l'électricité produite dans le réseau national de Djibouti. Actuellement, Djibouti affiche une capacité installée de 126 MW, obtenue principalement à partir de centrales thermiques au fioul. Djibouti commencera la

diversification de son mix électrique avec la mise en service du parc éolien de Ghoubet (60 MW) que l'énergéticien allemand Siemens Gamesa construit actuellement le long de la frontière entre les régions d'Arta et de Tadjourah.

Kenya

Le Kenya envisage un accord de libre-échange avec trois pays

Le gouvernement a déclaré dans un communiqué que des négociations étaient en cours concernant des accords de libre-échange (ALE) avec les Etats-Unis, les Emirats arabes unis, la Corée du Sud et l'UE. Ces négociations interviennent alors que le Kenya cherche à renforcer ses partenariats existants (CAE, Marché commun de l'Afrique orientale et australe, Zone de libre-échange continentale africaine et Royaume-Uni) et à conquérir de nouveaux marchés. Selon la *Kenya Private Sector Alliance (Kepsa)*, l'accord commercial prévu entre les États-Unis et le Kenya entraînerait une augmentation des opportunités d'exportation et d'importation, malgré la crainte qu'un ALE ne conduise à un *dumping* de produits bon marché, en particulier de produits agricoles en provenance des États-Unis.

Ruto lance le projet Nairobi Railway City pour un montant de 245 MUSD

Les gouvernements du Royaume-Uni et du Kenya ont lancé début décembre le projet du *Nairobi Railway City*, pour un montant total de 245 MUSD (30 Mds KES). Une première étape de ce projet a été franchie cette année avec la réalisation, sur

financement du gouvernement britannique du design de la gare centrale par la société britannique *Atkins Global*. Le projet, imaginé sur un modèle d'un partenariat public-privé (PPP) devrait comprendre plus de 10 000 logements abordables, un système de transport non motorisé, des espaces verts respectueux de l'environnement et un terminus de matatu relié au réseau *Bus Rapid Transit (BRT)*. La *Nairobi Railway City* a un calendrier de mise en œuvre de 20 ans, la première phase devant se dérouler entre 2020 et 2030. Le Kenya mise sur les PPP pour financer ses objectifs de développement, dans un contexte budgétaire tendu avec, pour rappel, une dette publique atteignant 69,8 % du PIB fin octobre et un service de la dette élevé, notamment lié au remboursement du prêt SGR (Mombasa-Nairobi Standard Gauge Railway).

Fitch a dégradé la note du Kenya de B+ à B (Outlook stable)

Fitch a dégradé la note du Kenya de B+ à B (*Outlook stable*), en raison des double déficits budgétaire et extérieur persistants, d'une dette relativement élevée, d'une détérioration des liquidités externes et de coûts de financement externes plus élevés restreignant son accès aux marchés internationaux de capitaux. Le service de la dette externe est élevé à horizon 2024, avec notamment l'eurobond 10 ans qui arrivera à maturité en juin 2024. De plus, s'ajoute le creusement récent du déficit courant, dans un contexte de hausse des prix internationaux renchérisant les importations, qui continue de mettre sous pression les réserves de change du Kenya, qui tomberaient à 3 mois d'importations en 2023. L'*outlook* stable reflète les progrès en termes de consolidation fiscale et le fort rebond post-pandémie, ainsi que le soutien du FMI à hauteur de 2,4 Mds USD (si

l'augmentation d'accès au titre de l'EFC de 215 MUSD est acceptée).



Madagascar

Pas de brève cette semaine



Maurice

Pas de brève cette semaine



Ouganda

Présentation du projet de loi de régulation de la concurrence

Un projet de loi sur la régulation de la concurrence, dont une première version avait été éditée en 1998, a finalement été présenté au Parlement par le ministre du Commerce (Francis Mwebesa). Ce projet a pour objectif principal de définir un cadre clair des pratiques commerciales autorisées ou non, commun à tous les secteurs de l'économie. En effet, en raison de l'abandon de la première version de cette *Competition Bill*, certains secteurs comme la banque, l'énergie ou l'assurance avaient adopté leurs propres règles. Or, cette hétérogénéité avait été identifiée comme un frein à l'innovation et au développement du secteur privé, principalement à cause d'entreprises aux conduites abusives. Ces dernières désignent, selon le projet de loi, les abus de position dominante, les fusions, les cartels ou encore la pratique de prix prédateurs. Le ministre a ainsi assuré qu'une concurrence « saine » sur les marchés libéralisés de l'Ouganda et d'Afrique de l'Est ne pourra être instaurée

que par la supervision gouvernementale et la sanction des pratiques anti-concurrentielles.

Rwanda

Nouvelle signature d'un accord bilatéral de service aérien

Le Rwanda et le Népal ont annoncé la signature d'un accord bilatéral de service aérien pour pouvoir opérer des vols entre les deux pays. Cette signature s'ajoute à une liste croissante de pays avec lesquels le Rwanda va pouvoir opérer des vols. Cette stratégie s'inscrit dans la lignée de la construction du nouvel aéroport de Kigali, << dites futur hub africain de Qatar Airways >> (qui détient 60% du nouvel aéroport et 49% de la compagnie nationale *RwandAir*). En avril, le Rwanda annonçait disposer d'accord bilatéraux sur les services aériens avec 107 pays - 49 en Afrique, 24 en Europe, 19 au Moyen-Orient et en Asie et 15 sur le continent américain.

Seychelles

Pas de brève cette semaine

Somalie

Pas de brève cette semaine

Soudan

Don de 73,81 MUSD de la part de la Banque Africaine de développement pour doubler la production de blé

L'objectif général du projet est de doubler en deux ans la production de blé afin d'atténuer l'impact de l'invasion de l'Ukraine par la Russie sur la sécurité alimentaire et d'aider le Soudan à atteindre l'autosuffisance en matière de production de blé à court/moyen terme et à devenir un exportateur majeur à long terme. Son objectif spécifique est d'augmenter la production, la productivité et la rentabilité de la production locale de blé en intensifiant la livraison aux petits exploitants agricoles, dans les zones cibles de tout le pays, de semences certifiées de variétés de blé résistantes au climat et d'engrais.

Un mégaprojet de 6 Mds USD dans les provinces de la mer rouge et du Nil

Ce projet comporte la construction d'un port à Abu Oumama à 200 km au nord de la ville de Port Sudan, d'un aéroport, d'une zone industrielle dans l'état de la mer rouge ainsi que l'aménagement d'une exploitation agricole à Abu Hamad à l'Etat du Nil et la construction d'une route de 450 km reliant Abu Oumama et Abu Hamad. Le montant total des investissements est estimé à 6 Mds USD. Ce projet a été lancé ce 13 décembre par le ministre des finances, le consortium « Abu Dhabi Ports Group » et la société d'investissement « Invictus », holding du principal groupe privé soudanais, DAL.

Participation du Soudan au Sommet Chine-pays arabes.

Alors que le Soudan n'avait pas été invité au sommet Etats-Unis/Afrique, il a participé au sommet arabo-chinois qui s'est achevé le 9 décembre à Ryad en Arabie Saoudite. Ce sommet visait le renforcement du partenariat économique entre la Chine et les pays arabes. En marge du sommet, une réunion a eu lieu entre les deux chefs d'Etat soudanais et chinois portant sur le renforcement de la coopération dans les domaines du pétrole, de l'agriculture, des mines et des infrastructures. Le traitement de la dette du Soudan envers la Chine a également été abordé. Dans le même temps, ces deux pays signaient à Khartoum le 9 décembre, une prolongation de 10 ans de l'accord de transfert de technologies agricoles signé en 2011, et qui était venu à échéance à la fin 2021. A cette occasion, l'Ambassadeur chinois a annoncé que son pays s'était engagé à développer les chaînes de valeur dans les filières du coton et d'arachide.

signé un nouvel accord avec la *Food and Agriculture Organization (FAO)* pour lutter contre l'insécurité alimentaire dans le pays. Cet accord, d'un montant de 9 MUSD, s'ajoute aux financements apportés par le FMI (113 MUSD), les NU (3,7 Mds USD ventilés sur trois ans) et la Banque Africaine de Développement (8,1 MUSD) depuis le mois d'octobre. Dans le même temps, les autorités locales de Juba ont appelé les commerçants à ne pas augmenter le prix des biens de première nécessité, en particulier des denrées alimentaires, à l'approche d'une période de fêtes où la forte demande exerce des pressions inflationnistes.

Tanzanie

Pas de brève cette semaine

Soudan du Sud

Effort des partenaires de développement pour renforcer la sécurité alimentaire

Alors que le dernier rapport des Nations Unies (NU) publié dans le cadre du *World Food Program (WFP)* estimait à 65,0 % la part de la population sud-soudanaise en situation d'insécurité alimentaire, dont 3 millions d'individus au bord de la famine, l'ambassade de Norvège a annoncé avoir



CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à

Kigali : Quentin DUSSART

quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice,
Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) /
[Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE

julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international